

Brochure n° 3117

Convention collective nationale
IDCC : 843. – BOULANGERIE-PÂTISSERIE
(Entreprises artisanales)

AVENANT N° 122 DU 16 JANVIER 2019
RELATIF AU SALAIRE HORAIRE MINIMUM AU 1^{ER} JANVIER 2019

NOR : ASET1950435M
IDCC : 843

Entre :

CNBF,

D'une part, et

FGTA FO ;

CSFV CFTC ;

FNAAC CFE-CGC ;

FGA CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Conformément aux obligations issues des articles L. 2241-1 et suivants du code du travail, la confédération nationale de la boulangerie et boulangerie-pâtisserie française et les organisations syndicales de salariés se sont réunies et ont décidé de l'augmentation, au 1^{er} janvier 2019, du salaire horaire minimum de la profession en modifiant les valeurs des points et des constantes, comme le prévoit l'article 10 de la convention collective nationale et de la rémunération annuelle brute des personnels d'encadrement en forfait jour, prévue par l'article 3 de l'avenant n° 97 de la convention collective nationale.

Article 1^{er}

Le salaire horaire minimum professionnel défini par l'article 10 de la convention collective nationale est fixé ainsi qu'il suit à partir du 1^{er} janvier 2019 :

1. Pour les coefficients 155 au 180 :

– la valeur monétaire du point est fixée à 0,02 € ;

– la valeur monétaire de la constante est fixée à : 7,17 €.

2. Pour les coefficients 185 au 240 :

- la valeur monétaire du point est fixée à 0,019636 € ;
- la valeur monétaire de la constante est fixée à : 7,35736 €.

(Il est rappelé que : salaire horaire = valeur monétaire du point × coefficient hiérarchique + constante monétaire).

Article 2

Il résulte des dispositions de l'article 1^{er} du présent avenant que le salaire horaire minimum professionnel est à partir du 1^{er} janvier 2019 :

a) Pour le personnel de fabrication :

- coefficient 155 : 10,27 € ;
- coefficient 160 : 10,37 € ;
- coefficient 170 : 10,57 € ;
- coefficient 175 : 10,67 € ;
- coefficient 185 : 10,99 € ;
- coefficient 190 : 11,09 € ;
- coefficient 195 : 11,19 € ;
- coefficient 240 : 12,07 €.

b) Pour le personnel de vente :

- coefficient 155 : 10,27 € ;
- coefficient 160 : 10,37 € ;
- coefficient 165 : 10,47 € ;
- coefficient 170 : 10,57 € ;
- coefficient 175 : 10,67 € ;
- coefficient 180 : 10,77 € ;
- coefficient 185 : 10,99 € ;
- coefficient 190 : 11,09 €.

c) Pour le personnel de services :

- coefficient 155 : 10,27 € ;
- coefficient 160 : 10,37 € ;
- coefficient 170 : 10,57 €.

Article 3

Les dispositions de l'article 3 « Rémunération » de l'avenant n° 97 relatives au statut du personnel d'encadrement sont partiellement modifiées.

Ainsi, les salariés cadre 1 bénéficient, à compter du 1^{er} janvier 2019, d'une rémunération annuelle brute de 33 831 € pour un forfait annuel de 218 jours de travail.

Et les salariés cadre 2 bénéficient, à compter du 1^{er} janvier 2019, d'une rémunération annuelle brute de 48 541 € ; étant rappelé que ces salariés ne sont pas soumis aux dispositions légales relatives à la durée du travail.

Article 4

Durée et champ d'application

Le présent avenant n° 122 a une durée indéterminée. Il est applicable par toutes les entreprises quel que soit leur effectif, qui entrent dans le champ d'application de la convention collective nationale.

Article 5

Date d'effet et dépôt et extension

Les signataires conviennent de déposer et de demander l'extension du présent avenant conformément aux dispositions du code du travail.

Fait à Paris, le 16 janvier 2019.

(Suivent les signatures.)